

## É V O L U T I O N   R É C E N T E   D E L'É C O N O M I E   D E S   É L E V A G E S   B O V I N S

**D**ANS LA PÉRIODE ACTUELLE, LES MUTATIONS PROFONDES QUI MARQUENT L'AGRICULTURE FRANÇAISE N'ÉPARGNENT PAS LES EXPLOITATIONS PRATIQUANT L'ÉLEVAGE BOVIN. Celles-ci sont doublement affectées : d'une part, des fluctuations de prix très importantes caractérisent le marché des bovins et donnent aux recettes un caractère aléatoire ; d'autre part, l'évolution du coût de certains approvisionnements pénalise les élevages les plus fortement consommateurs.

Les revenus dégagés dans les entreprises d'élevage bovin subissent donc une évolution défavorable du fait de la conjoncture et les gains de productivité doivent être considérables pour redresser cette situation.

Cet exposé a pour but d'apporter une information sur l'économie des élevages bovins au cours de la période récente (1968 à 1974) principalement à partir des résultats mesurés sur un échantillon d'exploitations d'élevages bovins mis en place dans le cadre du Réseau d'information comptable agricole (R.I.C.A.) (1).

---

(1) Cf. : Annexe 1 - Note sur le Réseau d'information comptable agricole.

Les résultats proposés correspondent par conséquent à des *situations* moyennes, les plus fréquentes dans le secteur agricole français. Cela exclut ainsi — et sans doute malheureusement — la situation des exploitations les plus « évolutives », celles qui ont le plus accru leur productivité en investissant, en ayant des plans d'alimentation plus rationnels, en achetant davantage d'aliments du bétail. De telles exploitations sont vraisemblablement plus sensibles encore à des changements conjoncturels du type de ceux qui ont marqué les années 1973 et 1974.

On espère cependant que les éléments d'information qui suivent seront jugés dignes d'intérêt, principalement parce qu'ils doivent s'agencer dans l'esprit de l'auteur pour constituer une toile de fond permettant de mieux apprécier la situation véritable des entreprises d'élevage bovin et l'impact de la hausse du coût de l'énergie. Celle-ci est peut-être susceptible de remettre en cause l'évolution constatée lors de la période antérieure.

En premier lieu, il ne semble pas inutile de rappeler quelques tendances générales.

*1° Au cours des dernières années, on a assisté à une spécialisation plus marquée de l'agriculture française, essentiellement au détriment des systèmes de polyculture-élevage bovin. Par contre, le groupe des entreprises spécialisées dans l'élevage bovin a gardé la même importance.*

Le tableau I montre quelles ont été les évolutions enregistrées de 1967 à 1970 (dates des deux dernières enquêtes statistiques sur la structure des exploitations agricoles). L'orientation « bovins » se définit par plus des 2/3 de la production brute estimée de ces exploitations consacrée à l'activité « élevage dépendant du sol » et au moins la moitié au secteur « bovins » lui-même. Elle représente plus de 500 000 exploitations en 1967 et en 1970. Mais en 1967, cela correspond à 31,7 % de l'ensemble des exploitations agricoles et en 1970 à 33,7 %, le nombre total d'exploitations ayant diminué de 7 % environ.

Cette stabilité est remarquable, d'autant plus que les orientations combinées, c'est-à-dire caractérisées par l'association du pôle « bovins » (supérieur à 1/3 de la production brute totale) avec une deuxième orientation, ont régressé de 27,7 % à 23,2 %. Il faudrait y ajouter aussi l'orientation « terres arables et bovins », où la réduction des effectifs est également sensible (de 6,0 à 5,1 % du total).

Si l'on examine ces phénomènes de distribution numérique en *tenant compte de la dimension des entreprises* (exprimée en superficie), on s'aperçoit de ceci :

- *en dessous d'un seuil de 20 ha*, le nombre des exploitations diminue quelle que soit l'orientation ;
- *entre 20 et 50 ha*, les deux orientations spécialisées « bovins » et « ovins-caprins » augmentent de 10 à 15 %, tandis que les orientations combinées régressent de 15 à 20 % environ ;
- *au-delà de 50 ha*, les deux orientations « bovins » et « ovins-caprins » continuent et accentuent leur progression (+ 23 %) tandis que sur ces mêmes surfaces — importantes —, les orientations combinées perdent 4 à 5 % de leur effectif.

**TABLEAU I**  
**NOMBRE D'EXPLOITATIONS AGRICOLES**  
**PRATIQUANT L'ÉLEVAGE BOVIN A TITRE PRINCIPAL**  
**(FRANCE ENTIÈRE)**

*1 A Exploitations de moins de 20 hectares*

Code	Classe de superficie (ha SAU) Classe d'orientation	0 à 5			5 à 10			10 à 20		
		1967	1970	Indice	1967	1970	Indice	1967	1970	Indice
336	Bovins . . . . .	115 060	94 738	82	109 141	95 375	87	146 131	144 964	99
337	Ovins-caprins . .	13 471	12 386	92	4 867	4 671	96	3 780	3 904	103
330	Bovins et ovins-caprins . .	729	3 674	504	1 663	2 424	146	2 739	3 042	111
310	Bovins et terres arables . . . . .	22 714	14 646	64	52 207	33 253	64	99 571	68 248	69
320	Bovins et cultures permanentes	9 160	5 733	63	10 311	6 418	62	12 452	8 790	71
340	Bovins et porcins-volailles	18 487	19 301	104	22 191	15 536	72	36 882	26 930	73
	Autres orientations . . .	327 964	341 909	104	106 544	92 789	87	111 593	98 948	89
<b>TOTAL GÉNÉRAL (toutes classes d'orientation) . . . . .</b>		<b>507 585</b>	<b>492 387</b>	<b>97</b>	<b>306 924</b>	<b>250 466</b>	<b>82</b>	<b>413 148</b>	<b>354 826</b>	<b>86</b>

1 B Exploitations de plus de 20 hectares

Code	Classe de superficie (ha SAU) Classe d'orientation	20 à 50			50 et plus			Total général (toutes classes SAU)		
		1967	1970	Indice	1967	1970	Indice	1967	1970	Indice
336	Bovins .....	140 124	160 839	115	31 371	38 606	123	541 827	534 522	99
337	Ovins-caprins .	3 166	3 483	110	2 108	2 603	123	27 392	27 047	99
330	Bovins et ovins-caprins ..	2 456	3 024	123	1 123	1 425	127	8 710	13 592	156
310	Bovins et terres arables .....	95 335	77 081	81	22 866	21 968	96	292 693	215 196	74
320	Bovins et cultures permanentes	7 285	5 713	78	818	589	72	20 072	27 243	68
340	Bovins et porcins-volailles	23 865	20 329	85	2 269	2 164	95	103 694	84 660	82
	Autres orientations ...	99 707	99 141	99	50 455	52 996	105	694 364	685 380	99
TOTAL GÉNÉRAL (toutes classes d'orientation) .....		371 938	369 610	99	109 112	120 351	110	1 708 707	1 587 640	93

2° Cette évolution numérique s'explique assez bien compte tenu du niveau des résultats économiques atteints dans les systèmes de polyculture-élevage.

Le tableau II met en regard les uns des autres les résultats bruts d'exploitation moyens (2) obtenus dans des exploitations agricoles pratiquant différents types de polyculture-élevage (source : échantillon « France entière » du R.I.C.A.). On a retenu précisément les résultats de l'année 1970, celle où le recensement général de l'agriculture a été opéré.

**TABLEAU II**  
**LE RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION EN 1970**  
**DANS LES SYSTÈMES DE POLYCLTURE-ÉLEVAGE**  
(en francs)

<i>Orientation</i>	<i>Classe de superficie (ha SAU)</i>			
	<i>5 à 10</i>	<i>10 à 20</i>	<i>20 à 50</i>	<i>50 et plus</i>
111 Agriculture générale .....			37 731	111 849
130 Terres arables et bovins .....			36 127	66 309
310 Bovins et terres arables .....		19 451	32 283	54 414
336 Bovins .....	11 155	18 946	30 649	45 871

Source : RICA 1970.

L'orientation « agriculture générale » est celle dont les résultats sont les meilleurs. Si l'on prend comme base 100 la valeur du R.B.E. en 1970 dans les *exploitations* de polyculture de 20 à 50 ha, on obtient les indices suivants pour les autres orientations :

- terres arables et bovins : 96 ;
- bovins et terres arables : 86 ;
- bovins : 81.

Dans la classe de taille plus de 50 ha, le phénomène est, comme il fallait s'y attendre, plus apparent encore (base 100 pour l'agriculture générale) :

- terres arables et bovins : 59 ;
- bovins et terres arables : 49 ;
- bovins : 41.

Cette supériorité des résultats de la polyculture explique la spécialisation vers ce système pour toutes les exploitations susceptibles de labourer les surfaces. De l'autre côté, la même tendance en faveur du système « bovins » appelle des explications plus nuancées : les résultats restent, en effet, inférieurs à ceux de la polyculture. Ce type d'entreprises où les prairies naturelles

représentent une part prépondérante des superficies exploitées n'est pas susceptible d'opérer une reconversion fondamentale : les contraintes naturelles s'y opposent, auxquelles s'ajoutent aussi les contraintes en capital. L'équilibre économique des exploitations « herbagères » obtenu avec des charges d'équipement faibles est compromis dès lors qu'on investit en machines. Mais il est stable dans la situation contraire et il en résulte que les grandes entreprises d'élevage bovin sont un groupe qui garde la même importance numérique, voire s'accroît, dans la mesure où des exploitations moyennes parviennent à s'agrandir.

En outre, ce maintien d'un fort contingent d'exploitations d'élevage bovin peut aussi trouver quelques justifications dans l'évolution des revenus au cours des dernières années.

3° *L'évolution des revenus agricoles a été favorable au cours de la période 1968-1973.*

En examinant les revenus agricoles moyens obtenus dans les catégories d'entreprises spécialisées dans l'élevage bovin et qui font partie de l'échantillon du Réseau d'information comptable agricole, on peut mettre en évidence un fort accroissement du revenu agricole familial par travailleur familial. Ce revenu correspond, rappelons-le, à la différence entre le produit et les charges réelles constatées au cours d'un exercice (l'année civile dans le cadre du réseau). Il représente la rémunération du travail familial et des capitaux propres de l'exploitant (foncier et capital personnel d'exploitation). C'est aussi le montant qui peut être prélevé pour les besoins familiaux sans qu'il y ait appauvrissement du patrimoine.

**TABLEAU III**  
**ÉVOLUTION COMPARÉE**  
**DU REVENU AGRICOLE PAR TRAVAILLEUR FAMILIAL**  
**DANS LES ENTREPRISES DE POLYCLTURE**  
**ET D'ÉLEVAGE BOVIN**  
(en francs)

Catégories d'entreprises		1968	1969	1970	1971	1972	1973	Indice de variation 1968-1973
Orientation	Classe (ha SAU)							
Agriculture générale	20 à 50	17 445	19 657	22 542	25 703	35 806	30 124	173
		<i>17 445</i>	<i>18 492</i>	<i>20 272</i>	<i>22 101</i>	<i>29 373</i>	<i>23 425</i>	<i>134</i>
	50 et plus	52 204	57 649	62 914	71 300	78 365	76 995	147
		<i>52 204</i>	<i>54 232</i>	<i>56 577</i>	<i>61 307</i>	<i>64 286</i>	<i>59 872</i>	<i>115</i>
Bovins	10 à 20	6 687	8 768	9 176	11 537	19 725	14 577	217
		<i>6 687</i>	<i>8 248</i>	<i>8 252</i>	<i>9 920</i>	<i>16 181</i>	<i>11 335</i>	<i>169</i>
	20 à 50	10 200	12 267	13 242	16 165	29 516	20 742	203
		<i>10 200</i>	<i>11 540</i>	<i>11 908</i>	<i>13 899</i>	<i>24 213</i>	<i>16 129</i>	<i>158</i>
	50 et plus	18 563	19 962	18 840	26 406	52 438	31 552	170
		<i>18 563</i>	<i>18 779</i>	<i>16 942</i>	<i>22 705</i>	<i>43 017</i>	<i>24 535</i>	<i>132</i>

18 N.B. — Les chiffres en italique correspondent à l'expression du revenu agricole familial en francs constants, base 100 en 1968 (source : R.I.C.A.).

Le revenu agricole par travailleur familial s'est accru plus fortement dans le système « bovins » quand le système « agriculture générale ». Il a plus que doublé en francs courants dans les exploitations d'élevage, petites et moyennes. L'augmentation est de 70 % dans les grandes.

En francs constants, l'accroissement de revenu se chiffre en 1973 à l'indice 169 pour les petites exploitations, 158 pour les exploitations moyennes et 132 pour les grandes exploitations. Ces indices ne sont respectivement que de 134 et 115 dans l'agriculture générale. Mais deux remarques doivent sensiblement nuancer ce constat favorable :

- première remarque : les résultats obtenus en 1973 sont moins bons. La baisse est sensible par rapport à la bonne année qu'a représenté 1972. Elle est plus marquée dans l'élevage que dans la polyculture ;
- deuxième remarque : les situations d'origine en matière de revenus étaient très différentes. Pour les exploitations moyennes de polyculture, le revenu par travailleur familial était, en 1968, 1,6 fois supérieur à celui des exploitations moyennes d'élevage bovin. Dans les grandes entreprises, cet écart était beaucoup plus important puisque le rapport des revenus était de 1 à 3,5.

Il en résulte qu'en 1973 subsiste un écart notable quoique les proportions entre revenus soient respectivement 1,45 et 2,4. En valeur absolue, cet écart est à peu près du même ordre de grandeur mais grâce à une croissance des revenus plus forte dans l'élevage bovin, le décalage est moins important au terme de la période.

\*  
\*\*

Cette évolution favorable des revenus doit être recherchée au niveau de différents facteurs : la productivité des élevages, le niveau des prix des produits, l'évolution des charges. En premier lieu, il faut souligner un fort accroissement de la productivité des élevages.

#### 4° Fort accroissement de la productivité du travail.

Celle-ci est mesurée par le ratio produit brut par travailleur.

**TABLEAU IV**  
**ÉVOLUTION COMPARÉE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL**  
**DANS LES ENTREPRISES DE POLYCLTURE**  
**ET D'ÉLEVAGE BOVIN**

Catégories d'entreprises		1968	1969	1970	1971	1972	1973	Indice de variation 1968-1973
Orientation	Classe de taille (ha SAU)							
Agriculture générale	20 à 50	36 178	42 135	45 460	53 615	71 440	67 291	186
		<i>36 178</i>	<i>39 638</i>	<i>40 881</i>	<i>46 101</i>	<i>58 605</i>	<i>52 326</i>	<i>143</i>
	50 et plus	69 021	78 616	88 749	103 086	121 715	133 697	194
		<i>69 021</i>	<i>73 957</i>	<i>79 810</i>	<i>88 638</i>	<i>99 848</i>	<i>103 963</i>	<i>151</i>
Bovins	10 à 20	13 860	16 689	18 212	23 690	33 931	31 367	226
		<i>13 860</i>	<i>15 700</i>	<i>16 378</i>	<i>20 370</i>	<i>27 835</i>	<i>24 391</i>	<i>176</i>
	20 à 50	20 008	23 122	26 683	32 470	48 240	44 800	224
		<i>20 008</i>	<i>21 752</i>	<i>23 995</i>	<i>27 919</i>	<i>39 573</i>	<i>34 837</i>	<i>174</i>
	50 et plus	31 590	34 508	35 541	46 571	68 734	60 901	193
	<i>31 590</i>	<i>32 463</i>	<i>31 961</i>	<i>40 044</i>	<i>56 386</i>	<i>47 357</i>	<i>150</i>	

N.B. — Les chiffres indiqués en italique correspondent aux valeurs exprimées en francs constants, base 100 en 1968 (source : R.I.C.A.).

Il est tout à fait remarquable que la productivité du travail se soit accrue dans cette proportion : en effet, dans les *petites exploitations*, elle est passée à l'indice 176 en termes réels en 1973, base 100 en 1968 ; dans les *exploitations moyennes*, elle atteint l'indice 174 contre 145 dans les exploitations de même dimension pratiquant la polyculture ; dans les *grandes exploitations*, l'indice en fin de période est de 150, ce qui est le même score que celui réalisé dans les grandes exploitations de polyculture.

Il y a incontestablement parmi d'autres facteurs (les prix notamment, cf. plus loin) une amélioration de la productivité physique : celle-ci tient à une certaine réduction du temps de travail et surtout à une augmentation de la production et des rendements.

Le nombre d'unités-travailleurs a quelque peu diminué en effet, en relation avec la dimension des entreprises : à peu près constant dans les petites exploitations, il a baissé d'un quart d'unité dans les exploitations moyennes et d'une demi-unité dans les grandes (de 3 travailleurs, on est passé à 2,5). Quant à l'augmentation de la production, elle s'explique d'abord par la croissance du cheptel bovin (tableau V) : celle-ci est dans une certaine mesure corrélative à l'augmentation de taille des exploitations dont la superficie a tendance à augmenter. Mais elle est aussi la conséquence de la tendance à charger davan-

**TABLEAU V**  
**CROISSANCE DU CHEPTEL BOVIN**  
**ET DE LA CHARGE EN BÉTAIL A L'HECTARE**

<i>Entreprises d'élevage bovin</i>		1968	1969	1970	1971	1972	1973	<i>Indice de variation 1968-1973</i>
<i>Classe de taille (ha SAU)</i>	<i>Critère</i>							
10 à 20	Nombre de bovins	18,9	20,6	23,5	23,8	24,6	27,1	143
	Bovins/ha	1,30	1,38	1,55	1,53	1,55	1,69	130
20 à 50	Nombre de bovins	37,6	39,1	40,9	42,8	44,2	48,4	129
	Bovins/ha	1,18	1,23	1,27	1,29	1,33	1,46	124
50 et plus	Nombre de bovins	89,3	83,5	85,1	84,9	85,5	94,1	105
	Bovins/ha	1,16	1,08	1,14	1,08	1,12	1,23	106

tage les superficies fourragères. En effet, la charge de bétail à l'hectare s'élève principalement dans les exploitations petites et moyennes. C'est une preuve de l'intensification progressive des systèmes de production (3).

Dans le même temps, le rendement d'étable (4) se serait accru de 200 à 300 litres en moyenne chez les adhérents constituant cet échantillon.

Cependant, la remarquable amélioration de la productivité en valeur n'est pas constante au fil des années : ainsi, en 1973, on constate une baisse par rapport à 1972. Ceci nous amène à examiner la conjoncture et plus particulièrement l'évolution des prix à la production.

5° Une évolution favorable des prix à la production malgré des variations importantes selon les années.

Le tableau VI suivant propose un certain nombre d'indices caractérisant l'évolution récente des prix. L'indice des prix de la production intérieure brute (P.I.B.) représente un indice global, que nous retiendrons comme déflateur pour la période (5). L'évolution des prix à la production concerne le lait

**TABLEAU VI**  
**PRIX DU LAIT ET DU BŒUF A LA PRODUCTION**

<i>Indices de prix</i>	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Prix de la production intérieure brute . . . . (P.I.B.)	100	106,3	111,2	116,3	121,9	128,6
Prix du lait :						
— francs courants . .	100	101,8	111,9	125,4	138,7	143,1
— francs constants . .	100	95,8	100,6	107,8	112,3	111,3
Prix du bœuf :						
— francs courants . .	100	110,3	117,9	125,3	152,5	164,9
— francs constants . .	100	103,8	106,0	107,7	125,1	128,2

Source : statistique agricole.

(3) Toutefois, il faut aussi faire la part qui revient à certains changements de comportement face à la conjoncture. En 1973, devant la chute des cours des bovins, certains éleveurs ont réagi en stockant, d'où l'augmentation sensible des valeurs des deux critères pour cette année.

(4) D'après divers recoupements, le critère n'étant pas calculé à l'heure actuelle dans le réseau.

(5) On pourrait contester quelque peu cette utilisation et la façon dont certains des calculs suivants ont été opérés. Toutefois, nous ne faisons pas ici une étude approfondie de la variation des prix — étude qui, de quelque façon qu'on la conduise, soulève d'importantes difficultés.

et le bœuf. Ces indices sont publiés régulièrement dans le Bulletin de Statistique agricole.

L'évolution des prix à la production est assez favorable, en particulier celle du bœuf à la production, puisque le gain en termes réels est de 28 % de 1968 à 1973. Cette amélioration du prix du bœuf est marquée sur toute la période mais plus particulièrement en 1972 et 1973 (le retournement de tendance au cours des derniers mois de 1973 n'a que peu affecté l'indice des prix).

En ce qui concerne le lait, l'évolution d'ensemble est moins satisfaisante (+ 11 % en termes réels pour la période). Mais, en 1969, il y avait baisse en termes réels ; l'amélioration du prix est surtout sensible en 1971 et 1972. En 1973, le prix a légèrement diminué en termes réels.

En résumé, pour ces deux productions essentielles, le bilan est bon, notamment par suite du redressement sensible des prix au cours des années 1972 et 1973.

\*  
\*\*

Ainsi, à côté de l'amélioration de la production physique, la part doit être faite à une meilleure valorisation des produits grâce à un niveau de prix plus favorable.

*6° Cependant, au cours de la période, les charges se sont accrues et leur structure s'est quelque peu modifiée.*

L'évolution des charges résulte d'abord de celle constatée au niveau des produits industriels nécessaires à l'agriculture (tableau VII).

**TABLEAU VII**  
**ÉVOLUTION DES PRIX**  
**DES PRODUITS INDUSTRIELS NÉCESSAIRES A L'AGRICULTURE**

<i>Indice des prix</i>	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Rappel indice de la production intérieure brute (P.I.B.) .....	100	106,3	111,2	116,3	121,9	128,6
Produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles (P.I.N.E.A.)	francs courants	100	104,6	110,7	118,8	124,6
	<i>francs constants</i>	100	98,4	99,6	102,1	102,2
Engrais	francs courants	100	103,1	102,0	108,7	113,2
	<i>francs constants</i>	100	97,0	91,7	93,4	92,9
Aliments des animaux	francs courants	100	100,2	110,2	116,0	121,3
	<i>francs constants</i>	100	94,3	99,1	99,7	99,5
Matériel	francs courants	100	104,6	112,7	121,5	129,1
	<i>francs constants</i>	100	98,4	101,3	104,5	105,9

Il apparaît que l'indice des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture (PINEA) progresse plus rapidement que celui de la production intérieure brute dès 1971, alors qu'auparavant l'évolution était plutôt favorable. Ce retournement semble imputable aux prix des matériels qui augmentent fortement à partir de 1970.

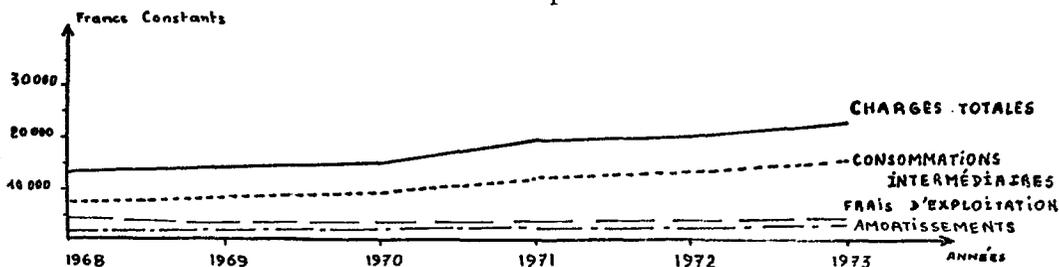
En 1973, cette tendance se conjugue avec une très forte hausse du coût des aliments des animaux (près de 19 % en termes réels de 1972 à 1973), tandis qu'au contraire l'évolution du prix des engrais est favorable à l'agriculture au cours de la période 1968-1973.

La première cause d'augmentation des charges d'exploitation semble donc être la hausse des prix des matériels dès 1970 puis, en 1973, la flambée des prix des aliments du bétail, consécutive à la crise du soja et du marché des tourteaux.

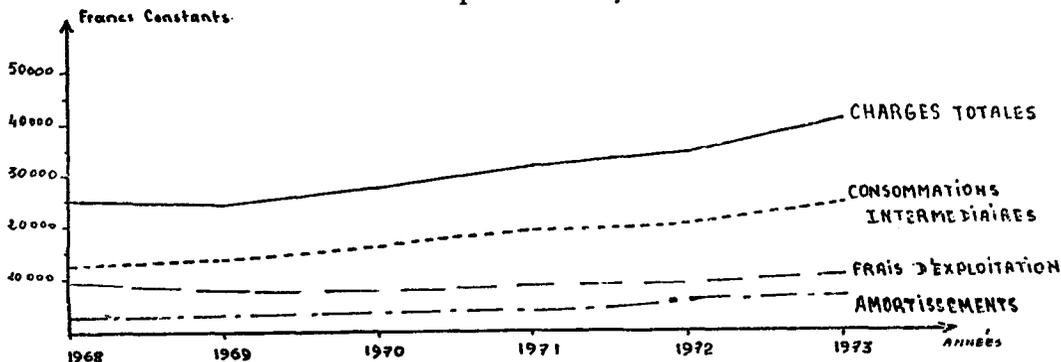
Le Réseau d'information fournit quelques indications sur le niveau et l'évolution des charges dans les entreprises d'élevage bovin. Nous en avons tiré les graphiques I à III qui caractérisent l'évolution en termes réels des charges totales, des consommations intermédiaires, des frais d'exploitation et des amortissements pour trois types d'exploitations, petites, moyennes et grandes.

**GRAPHIQUES I A III**  
**ÉVOLUTION DES CHARGES ET DE LEUR STRUCTURE**  
**DE 1968 À 1973**  
*(Base 100 en 1968 - Francs constants)*

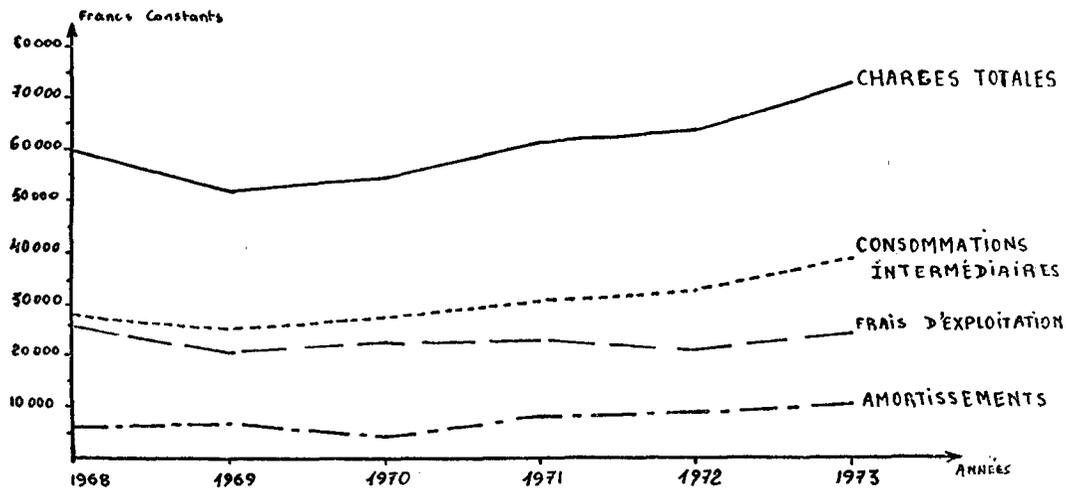
I - Petites exploitations



II - Exploitations moyennes



### III - Grandes exploitations



Dans toutes les situations, les charges totales ont fortement augmenté en francs constants. En effet, cette variation est la suivante :

- + 78 % dans les petites exploitations ;
- + 63 % dans les exploitations moyennes ;
- + 22 % dans les grandes exploitations.

On retrouve bien l'impact des hausses des produits industriels nécessaires à l'agriculture, notamment pour le matériel, mais il apparaît aussi un accroissement plus que proportionnel à ces modifications de prix. C'est le cas en particulier pour les consommations intermédiaires qui ont augmenté bien avant 1973. Cela traduit l'intensification des systèmes de production que nous avons déjà signalée.

Quant à la structure des charges (tableau VIII), elle a un peu changé. La répartition des postes a évolué au profit des aliments du bétail (+ 9 % dans les petites exploitations, + 5 % dans les exploitations moyennes, pas de changement dans les grandes), un peu du matériel (de 2 à 4 % selon les exploitations) et au détriment surtout des salaires (de - 2 % à - 7 %).

Ces variations sont d'ampleur limitée et assez lentes et, par conséquent, les données du tableau VIII, relatives à l'année 1973, sont un résumé assez stable de la répartition des principales charges au cours de la période 1968-1973.

**TABLEAU VIII**  
**MONTANT ET STRUCTURE DES CHARGES RÉELLES**  
**DANS LES ENTREPRISES D'ÉLEVAGE BOVIN (1973)**

<i>Montant et structure des charges réelles</i>	<i>Petites exploitations</i>	<i>Exploitations moyennes</i>	<i>Grandes exploitations</i>
Charges réelles à l'hectare (en F) .....	1 916	1 570	1 225
Charges réelles totales (en F) .....	30 670	52 054	93 332
	(%)	(%)	(%)
dont <i>consommations intermédiaires</i> .....	67	61	53
dont :			
— entretien matériel .....	5	6	6
— carburants .....	3	3	3
— aliments du bétail .....	33	23	15
— frais spécifiques de l'élevage .....	6	6	5
— engrais .....	8	11	11
— autres approvisionnements .....	12	12	13
dont frais d'exploitation .....	19	25	33
dont :			
— salaires payés .....	1	3	9
— fermages .....	6	10	11
— frais financiers .....	4	5	6
— frais généraux .....	8	7	7
dont amortissements .....	14	14	14
dont :			
— matériel .....	10	10	9
— divers .....	4	4	5

Cette augmentation des charges a cependant été bien absorbée par l'économie des exploitations d'élevage bovin puisque leur situation économique s'est quelque peu redressée : à une évolution favorable des prix de vente, s'est ajouté un gain de productivité physique (augmentation de la production en même temps qu'économie de main-d'œuvre) qui a plus que compensé cet accroissement. Cependant, si ce bilan arrêté en 1973 (il serait encore meilleur s'il avait été arrêté en 1972) portait quelques espérances pour la suite, il ne faut pas perdre de vue le niveau de départ très médiocre des résultats des entreprises d'élevage bovin. En 1972-1973, un rattrapage était donc bien amorcé. Qu'en est-il pour 1974 ?

7° La mauvaise conjoncture enregistrée en 1974 a remis en cause l'évolution des six années précédentes.

La conjoncture s'est dégradée fortement en 1974 : les principaux prix à la production ont baissé tandis que les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture augmentaient fortement (tableau IX).

Le prix du lait est resté pratiquement inchangé (+ 0,2 %), tandis que celui du bœuf perdait environ 14 % en termes réels. Dans le même temps,

**TABLEAU IX**  
**EVOLUTION DES PRIX DES PRINCIPAUX PRODUITS EN 1974**  
**A - Prix à la production**

Nature du produit		1973	1974 *
Lait	base 1968 (francs courants) .....	143,1	155,4
	francs constants .....	111,3	111,5
	variation annuelle en % (termes réels) ....	- 1	+ 0,2
Bœuf	base 1968 (francs courants) .....	164,9	158,6
	francs constants .....	128,2	113,8
	variation annuelle en % (termes réels) ....	+ 3,1	- 14,4

\* Données de septembre 1974.

**B - Produits industriels nécessaires à l'agriculture**

Nature du produit		1973	1974 *
Ensemble	base 1968 (francs courants) .....	137,1	181,3
	francs constants .....	106,6	130,1
	variation annuelle en % (termes réels) ....	+ 4,4	+ 23,5
Engrais	base 1968 (francs courants) .....	121,5	183,7
	francs constants .....	94,5	131,8
	variation annuelle en % (termes réels) ....	+ 1,6	+ 37,3
Aliments	base 1968 (francs courants) .....	152,3	164,8
	francs constants .....	118,4	118,2
	variation annuelle en % (termes réels) ....	+ 18,9	- 0,2
Matériel	base 1968 (francs courants) .....	139,4	173,5
	francs constants .....	108,4	124,5
	variation annuelle en % (termes réels) ....	+ 2,5	+ 16,1
Rappel indice de la P.I.B.		128,6	139,4

\* Données de septembre 1974.

\*\* Estimation de l'indice des prix de la P.I.B. sur la base de 9/12 de l'indice annuel provisoire (+ 11,2 %).

Source : statistique agricole.

l'ensemble des produits industriels nécessaires à l'agriculture accusaient une hausse de 23,5 % en termes réels (plus de 44 % pour l'indice base 1968 en francs courants). La hausse des engrais atteignait + 37,3 % et celle du matériel, encore très marquée, + 16,1 %. Par contre, le coût des aliments du bétail stagnait après la forte hausse de 1973. L'impact sur l'économie des exploitations d'élevage bovin est, à l'évidence, très important. Le revenu agricole, pris en tenailles entre la baisse du cours des bovins et la hausse du coût des approvisionnements, s'est contracté.

Cependant, les résultats du Réseau d'information pour 1974 ne sont pas encore publiés (ils ne le seront qu'au mois d'août). *Force est de procéder à un calcul provisoire et de simuler la situation des exploitations en 1974 — avec les risques d'erreur que cela comporte.*

Cette simulation a été faite dans les conditions suivantes :

- hypothèse de constance du système de production, c'est-à-dire que l'on n'a pas introduit de modifications dans les rendements des activités et leur répartition ;
- par contre, le produit a été recalculé en appliquant à ses composantes les variations de prix constatées au travers des indices ;
- les charges ont été modifiées de la même manière : à chaque nature de charges, on a appliqué l'indice de variation correspondant.

Tel quel, ce calcul est évidemment approximatif ; c'est, en outre, une première tentative du genre, dont on verra bien à l'usage par quels côtés elle pêche et peut être améliorée. Les résultats, rassemblés dans les tableaux X et XI suivants, ne constituent par conséquent que des estimations tout à fait provisoires.

**TABLEAU X**  
**ÉVOLUTION SIMULÉE DES RÉSULTATS**  
**DES ENTREPRISES D'ÉLEVAGE BOVIN EN 1974**  
(Francs courants)

Nature du critère	Petites exploitations			Exploitations moyennes			Grandes exploitations		
	1973	1974	Variation en %	1973	1974	Variation en %	1973	1974	Variation en %
<b>I - Produit total</b> .....	55 502	56 207	+ 1,3	90 440	92 759	+ 2,6	153 301	157 819	+ 2,8
— Lait .....	21 632	23 470	+ 8,5	35 544	38 565	+ 8,5	43 938	47 672	+ 8,5
— Viande .....	21 120	20 317	— 3,8	35 177	33 840	— 3,8	72 052	69 314	— 3,8
— Autres produits ....	12 750	12 420	— 0,3	19 719	20 354	+ 3,2	37 311	40 833	+ 9,4
<b>II - Charges réelles totales</b> ..	30 663	37 462	+ 22,2	52 047	64 743	+ 24,4	93 332	117 321	+ 25,7
— Consommations inter-médiaires .....	20 408	25 444	+ 25	31 686	40 674	+ 28	49 406	64 698	+ 31
— Frais d'exploitation ..	5 939	6 959	+ 17	12 949	15 400	+ 19	31 284	37 810	+ 21
— Amortissements ....	4 320	5 059	+ 17		8 669	+ 17	12 632	14 813	+ 17
<b>III - Résultats</b> .....									
— Résultat brut d'exploitation .....	29 155	23 804	— 18,3	45 805	36 685	— 20,0	72 801	55 311	— 24,0
		21 959	— 24,7		33 842	— 26,1		51 025	— 29,9
— Revenu agricole familial .....	24 839	18 745	— 24,5	38 393	28 016	— 27,0	60 169	40 498	— 32,7
		17 292	— 30,4		25 845	— 32,7		37 360	— 37,9

N.B. — Les chiffres indiqués en italique correspondent aux valeurs exprimées en francs constants, base 100 en 1968.

**TABLEAU XI**  
**ÉVOLUTION SIMULÉE EN 1974**  
**DES RÉSULTATS D'ENTREPRISES MOYENNES D'ÉLEVAGE BOVIN**  
**ORIENTÉES VERS LE LAIT ET LA VIANDE BOVINE**

	<i>Dominante lait</i>						<i>Dominante viande</i>					
	<i>Région Rhône-Alpes</i>			<i>Région Normandie</i>			<i>Région Limousin-Auvergne</i>			<i>Région Loire</i>	<i>Bretagne Pays de Poitou Charentes</i>	
	1973	1974	<i>Variation en %</i>	1973	1974	<i>Variation en %</i>	1973	1974	<i>Variation en %</i>	1973	1974	<i>Variation en %</i>
<b>I - Produit total</b> .....	83 674	86 676	+ 3,6	121 726	126 173	+ 3,6	63 983	64 236	+ 0,4	101 591	104 299	+ 2,7
— Lait .....	41 392	44 938	+ 8,5	52 304	56 750	+ 8,5	14 875	16 139	+ 8,5	35 193	38 184	+ 8,5
— Viande .....	28 966	27 864	— 3,8	42 283	41 232	— 3,8	33 140	31 881	— 3,8	42 023	40 426	— 3,8
— Autres produits .....	13 316	13 874	+ 4,2	27 139	28 191	+ 3,8	15 968	16 216	+ 1,5	24 375	25 689	+ 5,5
<b>II - Charges réelles totales</b> .....	42 809	53 275	+ 24,4	76 801	94 466	+ 23,0	32 182	39 929	+ 24,0	61 378	77 027	+ 25,5
— Consommations intermédiaires ..	26 369	33 779	+ 28,1	47 504	60 165	+ 26,7	18 063	23 468	+ 29,9	38 810	50 057	+ 29,0
— Frais d'exploitation .....	9 635	11 540	+ 19,8	21 886	25 489	+ 16,4	8 580	10 008	+ 16,6	15 548	18 376	+ 20,5
— Amortissements .....	6 805	7 956	+ 16,9	7 411	8 812	+ 18,9	5 539	6 453	+ 16,5	7 020	8 234	+ 17,3
<b>III - Niveau d'intensité</b> .....												
— Produit par ha .....	2 764	2 863	+ 3,6	3 595	3 726	+ 3,7	1 936	1 943	+ 0,4	3 082	3 164	+ 2,7
— Charges par ha .....	1 414	1 760	+ 24,4	2 268	2 790	+ 23,0	973	1 208	+ 24,0	1 862	2 336	+ 25,5
<b>IV - Résultats</b> .....												
— Résultat brut d'exploitation ....	47 670	41 357	— 13,2	52 336	40 519	— 22,6	37 340	30 760	— 17,6	47 233	35 506	— 25,0
		<i>38 152</i>	<i>— 20,0</i>		<i>37 379</i>	<i>— 28,6</i>		<i>28 376</i>	<i>— 24,0</i>		<i>32 755</i>	<i>— 30,7</i>
— Revenu agricole familial .....	40 865	33 401	— 18,3	44 925	31 707	— 29,4	31 801	24 307	— 23,6	40 213	27 272	— 32,2
		<i>30 813</i>	<i>— 24,6</i>		<i>29 250</i>	<i>— 34,9</i>		<i>22 423</i>	<i>— 29,5</i>		<i>25 159</i>	<i>— 37,4</i>

*N.B.* — Les chiffres indiqués en italique correspondent aux valeurs exprimées en francs constants, base 100 en 1968.

*Cette simulation met en évidence une baisse très nette du résultat brut d'exploitation et du revenu agricole. En termes réels, celle-ci atteint de 25 à 30 % pour le R.B.E. et de 30 à 38 % pour le revenu agricole, la différence entre ces deux indicateurs étant imputable à la hausse des matériels répercutée au niveau des amortissements (exclus du R.B.E. mais comptés dans les charges pour le calcul du revenu agricole familial).*

La baisse des revenus s'explique d'abord par *la stagnation ou la faible augmentation du produit*. Deux tendances y contribuent : d'une part, la diminution du produit viande bovine (— 3,8 %), qui pénalise surtout les grandes exploitations ; d'autre part, une certaine augmentation des autres composantes du produit : le lait (+ 8,5 %), les produits végétaux et divers ainsi que d'autres produits animaux (regroupés sous le vocable « autres produits ») où la hausse est de 3 % dans les exploitations moyennes et de 9 % dans les grandes. Dans les petites exploitations, au contraire, ce poste reste inchangé (— 0,3 %), par suite de l'importance du produit porcin, lui-même amputé en 1974.

La baisse des revenus s'explique ensuite et surtout au niveau des *charges qui s'alourdissent très fortement* (de 20 à 25 % en moyenne). Tous les postes ont augmenté : les consommations intermédiaires en hausse de plus de 25 %, les frais d'exploitation (la hausse est comprise entre 17 et 21 %, notamment à cause du poste salaires dans les grandes exploitations), les amortissements (+ 17 %).

Il résulte de la prééminence de ce facteur que, pour une même dimension des exploitations, *la chute des revenus est d'autant plus accentuée que le niveau de consommation des charges est plus important — c'est-à-dire que le degré d'intensité du système de production est plus élevé, l'orientation de la production vers la viande n'intervenant que comme facteur explicatif de second rang.*

Les quelques exemples proposés au tableau XI, correspondant à des exploitations moyennes situées dans des régions variées, l'attestent avec assez de netteté.

Dans le cas *d'une orientation dominante lait* (en Rhône-Alpes et Normandie), le revenu chute beaucoup plus quand le niveau de charges à l'hectare est plus important : ainsi en Normandie où, c'est le cas, elle atteint 22,6 et 29,4 %, respectivement pour le résultat brut d'exploitation et le revenu

agricole familial exprimés en francs courants, contre seulement — si l'on peut dire — 13,2 et 18,3 % en Rhône-Alpes.

Dans le cas d'une orientation dominante viande (en Limousin-Auvergne et en Bretagne, Pays de Loire, Poitou-Charentes), le même phénomène peut être observé : — 17,6 et — 23,6 % en Limousin-Auvergne (où le degré d'intensité est faible), — 25,0 et — 32,2 % en Bretagne, Pays de Loire, Poitou-Charentes (où le degré d'intensité est largement supérieur). Dans cette dernière situation qui cumule les inconvénients tenant à une forte consommation de charges et une orientation plus marquée vers la viande, la baisse des revenus est la plus forte. En termes réels, elle atteint, en effet, 30,7 et 37,4 % pour les deux indicateurs retenus.

*Dans l'ensemble et pour les exploitations moyennes prises en exemple, la dégradation du résultat brut d'exploitation se situe entre 20 et 30 % en termes réels ; celle du revenu agricole familial entre 25 et 37 %.*

Par conséquent, le calcul provisoire de résultats 1974 met en lumière un véritable retournement de tendance, en complète contradiction avec le bilan plutôt favorable de la période précédente.

Peut-on proposer une conclusion — sans vouloir jouer les devins — en résumant seulement ce qui semble le plus important ?

### Conclusion générale

*La rentabilité des élevages bovins dépend très largement des structures productives. En particulier, l'échelle des entreprises est un facteur de réussite, une certaine dimension étant nécessaire pour réaliser certaines économies de facteurs et une certaine division du travail. Ceci apparaît clairement dans toutes les données disponibles, de même d'ailleurs qu'une forte dispersion des résultats autour des moyennes. Cette dernière s'explique vraisemblablement par de très nombreux facteurs — l'erreur de mesure, par exemple —, la localisation des exploitations, mais aussi la capacité du chef d'entreprise, ses connaissances techniques, les choix qu'il est conduit à faire.*

Cette rentabilité dépend aussi du niveau des prix pratiqués, dont les fluctuations retentissent directement sur les résultats annuels, masquant ou remettant en cause certaines tendances.

*Le bilan de la période 1968-1973 apparaît comme favorable pour l'économie des élevages bovins. A des gains de productivité physique dus à l'amélioration des rendements et à la croissance des effectifs d'animaux, se sont ajoutés des gains en valeur imputables à une amélioration assez substantielle des prix, notamment des bovins. Dans ces conditions, l'élévation des charges consécutive à une intensification assez nette des systèmes de production a été bien absorbée jusqu'à la période la plus récente. En 1973 et 1974, deux phénomènes viennent remettre en cause assez radicalement cette évolution générale — somme toute équitable puisqu'elle conduisait à une certaine réduction des disparités entre éleveurs et polyculteurs.*

D'une part, les cours des bovins baissent fortement, d'autre part, les charges augmentent sensiblement, en particulier le coût des aliments du bétail et celui du matériel. Devant cette conjoncture particulièrement mauvaise, le comportement des éleveurs peut être modifié : si ceux-ci réagissent en réduisant les investissements, en freinant le développement de la production de viande bovine, en remettant en cause l'intensification des systèmes de production, l'aspect sécurité sera, certes, privilégié. Mais cette attitude ne serait vraiment justifiée que dans l'hypothèse d'une certaine permanence de telles conditions défavorables.

On ne peut anticiper les caractéristiques des prochaines années — en tout cas, ce ne peut être le rôle d'un observateur. Il serait pourtant souhaitable que le remarquable effort entrepris au cours des dernières années — justifié compte tenu de la marge de progrès existant encore dans les élevages — soit poursuivi et encore amplifié. Les résultats de certains de nos partenaires européens, notamment néerlandais, montrent qu'une intensification plus poussée des systèmes de production peut aller de pair avec un niveau de revenu sensiblement plus élevé.

Roland CARLES,  
*Laboratoire d'économie rurale de Grignon,  
Thiverval-Grignon (78850).*

## **Annexe 1**

### **Le Réseau d'information comptable agricole**

Mis sur pied depuis 1968, le Réseau d'information comptable agricole (R.I.C.A.), partie du Réseau communautaire de la C.E.E., suit régulièrement les comptabilités d'un échantillon d'environ trois mille exploitations agricoles.

Des résultats complets ont été présentés au titre des exercices 1968 à 1973. Il s'agit de moyennes pour environ cent cinquante critères caractérisant l'appareil de production, le choix des productions, les principaux résultats, la composition du produit et le détail des charges dans une centaine de catégories d'entreprises agricoles.

- Une catégorie d'entreprises agricoles est définie par le croisement de trois critères :
- géographique, comprenant dix modalités (circonscriptions regroupant plusieurs régions de programme) ;
  - de dimension, en fonction de la superficie agricole utilisée (S.A.U.), avec cinq modalités correspondant aux bornes 5, 10, 20, 50 ha ;
  - d'orientation des activités agricoles, avec vingt-six modalités d'orientation technico-économiques (O.T.E.), en fonction de la composition de la production brute des entreprises.

L'univers de référence est apprécié à partir d'un dépouillement particulier du recensement général de l'agriculture de 1970-1971 selon la typologie du réseau d'information. Toutefois, pour des raisons financières, l'échantillon actuel ne couvre qu'imparfaitement le champ d'observation. Malgré ces lacunes liées à un volume insuffisant, il est possible d'effectuer chaque année diverses analyses :

- des tendances observées sur l'échantillon « France entière » pour les principaux systèmes de production ;
- de la situation des principales catégories d'entreprises agricoles à partir de quelques critères décrivant l'appareil de production et les résultats obtenus, compte tenu notamment de la localisation des entreprises ;
- plus généralement des disparités de revenus et de leur évolution au cours des années.

## **Annexe 2**

### **Définition de quelques critères de résultats (terminologie du Réseau d'information comptable agricole)**

**RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (R.B.E.).** — C'est le produit brut diminué des consommations intermédiaires et des frais d'exploitation (à l'exclusion des amortissements).

**RESULTAT NET D'EXPLOITATION (REVENU AGRICOLE FAMILIAL)**  
32 (R.N.E.). — Le résultat net d'exploitation est le revenu agricole du groupe familial

## ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

### A - Sur le Réseau d'information comptable agricole

Bureau commun du R.I.C.A., *Résultats du réseau pour les exercices 1968 à 1973*, collections S.C.E.E.S. - I.N.S.E.E. (6 brochures), Imprimerie Nationale.

CARLES (R.), « Les revenus dans l'entreprise agricole : définition, mesure, évolution », recueil d'articles parus dans *Economie et Statistique* (nos 6, 43 et 53).

CARLES (R.), « Evolution des principaux systèmes de production agricole de 1967 à 1970 et disparités de revenus », in *Economie rurale*, n° 104, nov.-déc. 1974, p. 15-26.

### B - Travaux récents sur l'économie des élevages bovins (département d'économie et sociologie rurales de l'I.N.R.A.)

ALTMANN (C.), CRANNEY (J.), EVRARD (P.), MATHAL (P.), VIAU (C.), *La spécialisation des productions céréalière et bovine et ses conséquences économiques*, I.N.R.A., 157 p., mars 1973.

ATTONATY (J.-M.), *Les limites économiques de l'intensification de l'exploitation laitière en période d'accroissement des charges de production*, I.N.R.A., 11 p., janvier 1975.

CARLES (R.), VILAIN (P.), « Analyse des résultats de 978 entreprises d'élevage bovin », *Cahiers de statistique agricole*, n° 16, mai-juin 1974, p. 1-17.

CORDONNIER (P.), GRANDCLAUDE (L.), GUINET (A.), *Modèles d'analyse d'entreprises de polyculture-élevage. Présentation des caractéristiques et des possibilités d'utilisation des modèles Albion, Erin, Funen et Bayern*, C.E.E., nov. 1974, 26 p. + ann. multigr. I.N.R.A.-S.E.I.

TIREL (J.-C.), CHAPPUIS (P.), *Etude prospective de l'agriculture bas-normande. Premiers résultats pour deux régions agricoles* (vol. I, janv. 1974, 57 p., multigr.) ; *Agrégation régionale* (vol. II, sept. 1974, 99 p., multigr.). A.N.E.R.A.-I.N.R.A. Laboratoire d'économie rurale de Grignon.

(pour les membres de la famille non rémunérés par un salaire). C'est un revenu mixte correspondant à la rémunération du travail familial, de l'apport de capital propre (capital foncier et capital personnel d'exploitation) et de la fonction d'entrepreneur assurée par l'exploitant.

**PRODUIT BRUT.** — Il correspond au montant des ventes plus le montant des prestations en nature plus le montant des productions d'immobilisations plus le montant de la variation d'inventaire (fin d'exercice - début d'exercice) moins le montant des achats d'animaux.

**CHARGES REELLES.** — Elles comprennent : les consommations intermédiaires, les frais d'exploitation, les amortissements. Ceci exclut toute charge calculée.

**CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES (C.I.).** — Cette partie des charges réelles comprend les postes suivants : engrais et amendements ; entretien du matériel ; carburants et lubrifiants ; aliments du bétail ; frais spécifiques d'élevage ; divers.

**DIVERS (AUTRES APPROVISIONNEMENTS).** — Eau d'irrigation ; frais spécifiques des cultures ; entretien des bâtiments ; électricité, combustibles, eau ; semences et plants ; travaux par tiers.

**FRAIS D'EXPLOITATION.** — Cette partie des charges réelles comprend les postes suivants : les salaires et charges sociales ; le fermage réel ; les frais financiers ; les frais généraux.

**FRAIS GENERAUX.** — Il s'agit des primes d'assurances et des impôts d'exploitation et fonciers.